

De janvier à août 2009

● La prévention

Pour les huit premiers mois de 2009, 2 025 chefs d'entreprises ont été convoqués au Tribunal de commerce de Paris, soit une augmentation de 6 %. Quant aux dossiers ouverts, leur nombre progresse plus vite encore (+ 19 %).

Ces évolutions sont en partie liées à la mise en place d'une permanence quotidienne, incitant les chefs d'entreprise à venir au Tribunal, de manière plus spontanée.

● La sauvegarde

Le nombre des procédures de sauvegarde a, comme sur l'ensemble de la France, augmenté pour les quatre Tribunaux de commerce de la circonscription de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) : 69 de janvier à août 2009 au lieu de 21 sur la

même période de 2008, soit un triplement. Cette procédure représente désormais 1,5 % des procédures collectives, proportion voisine de celle observée au plan national (1,6 %). Il n'y a qu'à Créteil que l'on observe un recul en la matière.

● Les défaillances d'entreprises

Alors qu'au plan national, une forte augmentation du nombre des défaillances est enregistrée, la situation apparaît contrastée dans le ressort de la CCIP. Ainsi, leur nombre augmente fortement à Paris (+ 19 %) ou à Créteil (+ 13 %) et plus faiblement à Nanterre (+ 8 %). En revanche, elles diminuent à Bobigny (- 4 %).

Les redressements judiciaires qui, de manière générale, avaient eu tendance à reculer en 2006 et 2007, connaissent une augmentation significative, sauf à Bobigny.

Ces procédures retrouvent un intérêt certain en cette période de crise.

● Synthèse des évolutions - de janvier à août 2009

Tribunal de commerce	Paris	Nanterre	Bobigny	Créteil
Ensemble des procédures	↗	↗	↘	↗
	DCP	DCP	DCP	DCP
	↗	↗	↗	↗
Saisine	Assignation	Assignation	Assignation	Assignation
	↘	↘	↘	↗
	d'office	d'office	d'office	d'office
	⇒	↘	↘	↘
Sauvegarde	↗	↗	↗	↘
Redressement judiciaire	↗	↗	↘	↗
Liquidation immédiate	↗	↗	↘	↗

- Pour consulter le dossier statistique, se reporter en fin de document, pages I à XI.